

Clara Zetkin

Il faut abattre le fascisme !

Mesdames et Messieurs, le Reichstag se réunit dans une situation où la crise du capitalisme à son déclin accable les très larges masses laborieuses d'Allemagne et leur inflige les souffrances les plus épouvantables.

Les millions de chômeurs que les maigres allocations dont on leur fait (ou dont on ne leur fait pas) l'aumône n'empêchent pas de mourir de faim seront rejoints cet automne et cet hiver par des millions d'autres. La famine, qui est aussi le sort de tous ceux qui ont besoin d'aide sociale, s'aggrave.

Quant aux travailleurs qui ont encore un emploi, les bas salaires les empêchent de renouveler leur force nerveuse et musculaire usée au maximum par la rationalisation et a fortiori de satisfaire le moindre besoin culturel. En se poursuivant, le démantèlement des conventions collectives et des organes de conciliation va faire baisser encore les salaires de misère.

Un nombre croissant d'artisans et de petits industriels, de petits et moyens paysans sombrent dans le désespoir et la ruine. Le déclin économique, les coupes sombres dans les dépenses culturelles réduisent à néant les bases économiques de la création intellectuelle et ôtent de plus en plus aux créateurs la possibilité de mettre en oeuvre leurs forces et leurs connaissances. L'incendie allumé en Orient que l'Occident attise de toutes ses forces dans l'espoir qu'un océan de flammes engloutisse l'Union soviétique et la construction du socialisme, pourrait bien attirer sur l'Allemagne aussi une abominable terreur, susceptible d'éclipser l'oeuvre de mort et de destruction de la dernière guerre mondiale.

Le pouvoir politique en Allemagne est aujourd'hui aux mains d'un cabinet présidentiel formé sans l'assentiment du Reichstag, composé des hommes de main du grand capital monopoliste et des grands agrariens et dont les généraux de la Reichswehr constituent l'élément moteur.

Malgré ses pouvoirs discrétionnaires, le cabinet présidentiel a échoué devant tous les problèmes actuels de politique intérieure et de politique étrangère.

Sa politique intérieure est marquée, comme celle des précédents gouvernements, par la pratique des décrets-lois, lois scélérates qui décrètent la misère et augmentent celle qui règne déjà.

En même temps, ce cabinet foule aux pieds le droit des masses à lutter contre la misère. Ceux qui ont besoin de l'aide sociale et ceux qui y ont droit, ce sont, pour le gouvernement, les gros agrariens endettés, les industriels faillis, les requins de la finance, les armateurs, les spéculateurs et trafiquants sans scrupules.

Toute sa politique fiscale, douanière, commerciale, consiste à prendre aux larges couches du peuple travailleur pour donner à de petits groupes de profiteurs et à aggraver la crise en restreignant davantage la consommation, les importations et les exportations.

Sa politique étrangère aussi est placée sous le signe du mépris pour les intérêts des travailleurs.

Déterminée par les appétits impérialistes, elle conduit l'Allemagne à dépendre de plus en plus des grandes puissances du Traité de Versailles, malgré les hésitations qui la font louvoyer entre les coups de gueule des traîneurs de sabres et les bassesses les plus plates, et elle compromet ses relations avec l'Union soviétique, le seul Etat qui, par sa politique de paix sincère et son essor économique, puisse offrir aux travailleurs allemands un véritable soutien.

Le solde du cabinet présidentiel est déjà lourdement débiteur depuis les meurtres des dernières semaines, dont il porte l'entière responsabilité en ayant levé l'interdiction de porter l'uniforme prononcée contre les S. A. nationaux-socialistes et en favorisant ouvertement ces troupes fascistes de guerre civile.

C'est en vain qu'il cherche à faire oublier sa culpabilité politique et morale en se chamaillant avec ses alliés sur la répartition du pouvoir dans l'Etat; le sang versé en fait pour toujours un complice des assassins fascistes.

L'impuissance du Reichstag et la toute-puissance du cabinet présidentiel sont l'expression de la décadence du libéralisme bourgeois, qui accompagne nécessairement l'effondrement du mode de production capitaliste.

Cette décadence se retrouve entièrement dans la social-démocratie réformiste qui se place en théorie et en pratique sur le terrain pourri de l'ordre social bourgeois. La politique du gouvernement Papen-Schleicher n'est rien autre que la continuation ouverte de la politique du gouvernement Brüning toléré par les sociaux-démocrates, précédée elle-même par la politique de coalition de la social-démocratie qui lui avait ouvert la voie.

La politique du « moindre mal » confirmait les forces réactionnaires dans la conscience qu'elles avaient de leur puissance et ne pouvait, et ne peut encore, manquer d'engendrer le pire de tous les maux: habituer les masses à la passivité.

On leur demande de renoncer à mettre en jeu la puissance dont elles disposent à l'extérieur du parlement. De cette façon, c'est le rôle du parlement dans la lutte de classes du prolétariat que l'on réduit aussi.

Il est possible aujourd'hui dans certaines limites d'utiliser le parlement pour la lutte des travailleurs, mais uniquement s'il s'appuie sur de puissantes actions des masses à l'extérieur de ses murs.

Avant que le Reichstag ne puisse prendre position sur des problèmes particuliers de l'heure, il faut qu'il ait compris quelle est sa tâche essentielle, et qu'il l'ait accomplie: il faut qu'il renverse le gouvernement qui tente, au mépris de la Constitution, de mettre le parlement complètement à l'écart.

Le Reichstag pourrait aussi saisir la Haute Cour de Leipzig d'une plainte contre le Président du Reich et les Ministres pour viol de la Constitution et pour les nouveaux viols de la Constitution qu'ils projettent. Mais il est vrai qu'une plainte devant cette haute instance reviendrait à demander à Lucifer de condamner Belzébuth.

Bien entendu, ce n'est pas un vote du parlement qui peut briser le pouvoir d'un gouvernement qui s'appuie sur l'armée et sur tous les autres moyens dont dispose le pouvoir d'Etat bourgeois, sur la terreur exercée par les fascistes, la lâcheté du libéralisme bourgeois et la passivité d'une grande partie du prolétariat, des travailleurs.

Le renversement du gouvernement au parlement peut seulement donner le signal de la levée en masse des travailleurs à l'extérieur du parlement. Et ceci afin de jeter dans la bataille tout le poids économique et social des masses, et aussi toute la force de leur nombre.

Dans cette bataille, il s'agit d'abord et avant tout d'abattre le fascisme qui veut réduire à néant, par le fer et par le sang, les manifestations de classe des travailleurs, en sachant bien, comme nos ennemis, que la force du prolétariat ne dépend pas du nombre de sièges au parlement, mais qu'elle est ancrée dans ses organisations politiques, syndicales et culturelles.

La Belgique montre aux travailleurs que la grève de masse conserve sa force, même à une époque de crise économique aiguë, à condition qu'en employant cette arme les masses soient résolues et prêtes à ne reculer devant aucun sacrifice, ni devant l'extension de la lutte, prêtes à répondre par la violence à la violence de leurs ennemis.

Mais la démonstration de force du peuple travailleur à l'extérieur du parlement ne doit pas se limiter au renversement d'un gouvernement anticonstitutionnel; elle doit aller au-delà de cet objectif limité et se préparer à renverser l'Etat bourgeois et son fondement, l'économie bourgeoise.

Toutes les tentatives d'atténuer, et a fortiori de résoudre la crise en restant sur le terrain de l'économie capitaliste ne peuvent qu'aggraver le mal. Les interventions de l'Etat ont échoué, car ce n'est pas l'Etat bourgeois qui tient l'économie, c'est au contraire l'économie qui tient l'Etat bourgeois.

Entre les mains des possédants, l'appareil d'Etat ne saurait être utilisé qu'à leur avantage et au détriment des larges masses populaires qui travaillent, qui produisent et qui consomment.

Une économie planifiée sur la base du capitalisme est une contradiction en soi.

Les tentatives en ce sens ont toujours échoué sur la propriété privée des moyens de production. La planification de l'économie n'est possible que si l'on abolit cette propriété privée.

La seule et unique voie pour surmonter les crises économiques et écarter tous les dangers de guerre impérialiste, c'est la révolution prolétarienne qui supprime la propriété privée des moyens de production et garantit ainsi la possibilité de planifier l'économie.

La meilleure preuve historique en est la Révolution russe. Elle a montré que les travailleurs ont la force de jeter à terre tous leurs ennemis, d'abattre les rapaces impérialistes en même temps que le capitalisme dans leur propre pays et de déchirer des traités d'asservissement comme celui de Versailles.

L'Etat soviétique confirme aussi que les travailleurs ont la maturité nécessaire pour construire un nouvel ordre économique où le développement économique de la société peut aller sans ces crises désastreuses, précisément parce qu'a été supprimée la cause du mode de production anarchique, la propriété privée des moyens de production.

La lutte des masses laborieuses contre la misère qui les opprime maintenant est en même temps une lutte pour leur libération totale. C'est lutter contre le capitalisme qui exploite et avilit, pour le socialisme qui délivre et libère.

C'est vers ce but lumineux que les masses doivent tourner constamment leurs regards, sans se laisser troubler par des illusions sur la démocratie libératrice, et sans se laisser effrayer par la brutalité du capitalisme, qui cherche son salut dans un nouveau génocide universel, dans les assassinats fascistes et la guerre civile.

La nécessité de l'heure, c'est le front uni de tous les travailleurs pour repousser le fascisme, et pour conserver ainsi aux esclaves de l'exploitation la force et la puissance de leurs organisations, et même tout simplement pour les conserver en vie.

Devant cette impérieuse nécessité historique, toutes les opinions politiques, syndicales, religieuses, idéologiques, qui nous entravent et nous séparent, doivent passer au second plan.

Tous ceux qui sont menacés, tous ceux qui souffrent, tous ceux qui aspirent à se libérer doivent faire partie du front uni contre le fascisme et ses fondés de pouvoir au gouvernement !

Tous les travailleurs doivent se retrouver et s'affirmer contre le fascisme, telle est la condition indispensable pour que se constitue le front uni contre la crise, les guerres impérialistes et leur cause, le mode de production capitaliste.

Le soulèvement de millions de travailleurs, hommes et femmes, en Allemagne, contre la faim, la privation de leurs droits, les assassinats fascistes et les guerres impérialistes est une expression de l'indestructible communauté de destin de tous les travailleurs du monde.

Cette communauté de destin internationale doit devenir une communauté de combat solidement forgée par les travailleurs partout où le capitalisme étend sa domination, une communauté de combat avec nos frères et nos soeurs soviétiques qui nous ont précédés dans l'assaut.

Les grèves et les soulèvements dans les pays les plus divers sont des signes enflammés dont la lumière montre à ceux qui combattent en Allemagne qu'ils ne sont pas seuls.

Partout les déshérités et les humiliés s'apprêtent à la conquête du pouvoir.

Dans le front uni des travailleurs qui se forme aussi en Allemagne ne doivent pas être absentes les millions de femmes qui portent encore les chaînes de l'esclavage de leur sexe, et qui sont de ce fait livrées à l'esclavage de classe le plus dur. Et aux tout premiers rangs, c'est la jeunesse qui doit lutter, la jeunesse qui aspire à s'épanouir librement, mais qui n'a aujourd'hui d'autres perspectives que l'obéissance aveugle et l'exploitation dans les colonnes des esclaves du travail.

Dans ce front uni ont aussi leur place tous les créateurs intellectuels dont le savoir et la volonté d'accroître le bien-être et la culture de la société ne peuvent plus s'exercer aujourd'hui dans l'ordre bourgeois. Puissent-ils tous rejoindre le front uni de combat, les esclaves salariés, les corvéables du capital, tous ceux qui sont à la fois les supports et les victimes du capitalisme !

En ma qualité de doyenne d'âge et dans l'espoir que, malgré mon invalidité actuelle, j'aurai encore le bonheur d'ouvrir, en qualité de doyenne d'âge, la première session du Congrès des Conseils de l'Allemagne soviétique, je déclare ouverte la session du Reichstag.